

Actualité Politique

François Lecointre, chef d'état-major des armées

« Je ne crois pas à la crise de confiance »

INTERVIEW

EXCLUSIF Quatre mois après la démission du général de Villiers, son successeur à la tête de l'état-major des armées a accordé son premier entretien au JDD

Comment qualifieriez-vous la passation de pouvoir avec le général de Villiers au terme de ce qu'il faut bien appeler une crise ?

La manière dont il m'a passé le témoin et la façon dont le président de la République a voulu établir une relation de confiance avec moi ont grandement facilité les choses. Il le fallait car nous étions également dans une phase d'accélération avec les travaux de la revue stratégique et la préparation de la première loi de programmation militaire [LPM] dès la première année du quinquennat. Ce que nous nous appliquons à faire sous la direction de la ministre Florence Parly, avec laquelle j'entretiens des relations empreintes de confiance et une grande communauté de vues.

Diriez-vous finalement, avec le recul, que l'armée a vécu une crise de confiance avec le pouvoir exécutif et la classe politique ?

Je ne crois pas à la crise de confiance. Les militaires n'ont jamais remis en question la légitimité du politique à décider. Il n'en reste pas moins que le soldat est aussi un citoyen qui vote. Sauf qu'il n'est pas corporatiste, il ne vote pas en fonction de ses revendications propres. Il est responsable, il sait qu'il peut porter la mort et risquer de la recevoir.

Voulez-vous dire qu'on a beaucoup exagéré cette crise ?

Les militaires d'active ont pris acte de cette démission et de la décision du chef de l'État d'augmenter le budget des armées en 2018. Et puis, il y a les anciens, qui aiment ce milieu de la défense, le suivent de près et le commentent pour certains. Ceux-là finissent par perdre pied dans un environnement qui change très vite. Le débat ne me dérange pas mais la polémique, trop violente et trop sys-



Le chef d'état-major des armées, François Lecointre, mercredi dans son bureau au ministère de la Défense, à Paris. B. BISSON POUR LE JDD

tématique, peut semer le doute chez les militaires d'active. L'absence de responsabilité libère la parole.

Le général de Villiers vous a-t-il envoyé son livre (Servir, Fayard) ? L'avez-vous lu ?

Je l'ai reçu et je l'ai parcouru. Je me retrouve dans ses constats stratégiques, dans ce qu'il dit sur son engagement d'officier et le métier du soldat, car nous avons cela en commun dans les armées. En revanche, son argumentaire de démission lui appartient.

Pourtant, lors des universités d'été de la défense à Toulon début septembre, vous avez, vous aussi, mis en garde le gouvernement sur l'adéquation entre le volume des missions des armées et leur financement. Si nous obtenons les ressources prévues, nous aurons les moyens de consolider nos armées et de faire face aux engagements. À condition aussi, c'est ce que

j'ai dit à Toulon, que nous soyons capables de moduler nos engagements opérationnels. C'est ce que j'ai voulu dire en évoquant la nécessité de retrouver de la marge de manœuvre pour qu'on puisse être prêts si l'imprévisible se produit.

Mais vous qui connaissez bien Bercy, pensez-vous que cela va forcément de soi ?

Il n'y a pas de gentils et de méchants. Je ne soupçonne pas les fonctionnaires de Bercy de ne pas avoir le sens de l'État chevillé au corps comme les militaires. Je ne leur ferai pas cette injure. Mon passage à Matignon m'a confirmé dans cette conviction que la grandeur de notre pays et son rang dans le monde tiennent aussi à sa capacité à contraindre sa dette. Mais la souveraineté à un prix, et la sécurité des Français nous oblige.

Vous parlez à Toulon pourtant

de « réflexes de régulation budgétaire sauvage »...

Oui, mais la question est de savoir comment les éviter. Certainement pas en forçant la main de Bercy mais en étant le plus proche possible de ce qui est réellement soutenable en matière d'effort de défense et de ce qui est assumé par le pouvoir politique. En ce qui concerne les Opex [opérations extérieures], on verra en 2018 si on peut réussir à les moduler dans la contrainte que nous imposent nos ennemis.

Il existe pourtant des manques criants dans le domaine du transport militaire et des avions ravitailleurs, des hélicoptères d'attaque ou du blindage des véhicules. Cela n'affecte pas les opérations ?

Le métier du soldat et de son chef est d'affronter le danger en limitant les risques au minimum. Donc, tout ce qui contribue à la mobilité des forces et à leur protection est capital. Notre modèle est fatigué, éreinté par

deux lois de programmation militaire « de survie ». Pour reprendre le mot du général Georgelin, qui m'a précédé dans cette fonction, « les armées françaises ne peuvent pas voyager en première classe avec un billet de seconde ». Pour l'instant, on ne s'est pas fait attraper par le contrôleur, mais il est grand temps de se payer un billet de première. Si on y parvient, on aura réussi ce pari ambitieux.

Quand vous vous prononcez pour une modulation des Opex, cela veut clairement dire en faire moins... Mais comment, notamment au Sahel où la situation ne cesse de se dégrader (avant-hier, trois nouveaux Casques bleus et un soldat malien ont été tués) ?

Je revisite mes opérations en permanence, je requalifie l'effet que je cherche à produire et ensuite je calibre au plus juste les moyens en fonction de l'effet que le politique nous demande d'obtenir. Par exemple, au Levant, où nous sommes très engagés, nous entrons dans une nouvelle phase. Je vais étudier comment rester efficace, mais au moindre coût possible. Sur Barkhane, je vais intensifier le soutien à nos partenaires du G5 Sahel pour qu'ils deviennent plus autonomes, notamment dans la zone des trois frontières entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso, et en essayant de réduire autant que possible mon empreinte au sol.

Et Sentinelle ? Peut-on vraiment maintenir cette opération qui consomme tant d'effectifs ?

Le président de la République a été très clair pour que ce système soit plus imprévisible, plus souple, plus pertinent. Pour faire en sorte, par exemple, que lors d'un événement international ou sportif majeur je puisse marquer l'effort sans que l'ennemi le sache à l'avance. À condition d'avoir des effectifs à disposition pour pouvoir les engager massivement, au moment que je souhaite, sans qu'ils soient englués ailleurs. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANÇOIS CLEMENCEAU @frclemenceau

€ Day

PARIS 2017

JEUDI 30 NOVEMBRE 2017

UNIVERSITÉ PARIS-DAUPHINE

THE EUROPEAN BUSINESS DAY

MAKE EUROPE GREAT AGAIN!

DÉBATS, RENCONTRES

- Innover: l'Europe à la conquête du monde ?
- Mieux soigner pour mieux vivre
- Comment relancer la croissance européenne ?
- Climat: l'Europe en première ligne
- L'Europe face aux nouvelles menaces
- Produire et manger mieux
- À quoi rêve la jeunesse européenne ?

MASTERCLASS

Comment construire des partenariats avec vos régions Occitanie et Ile-de-France

Inscriptions sur e-day-paris.fr